

Mai 2012 - n°200

# FR*ui*TROP

Version française



## Marché européen de la banane

Poussée des origines dollar en 2011

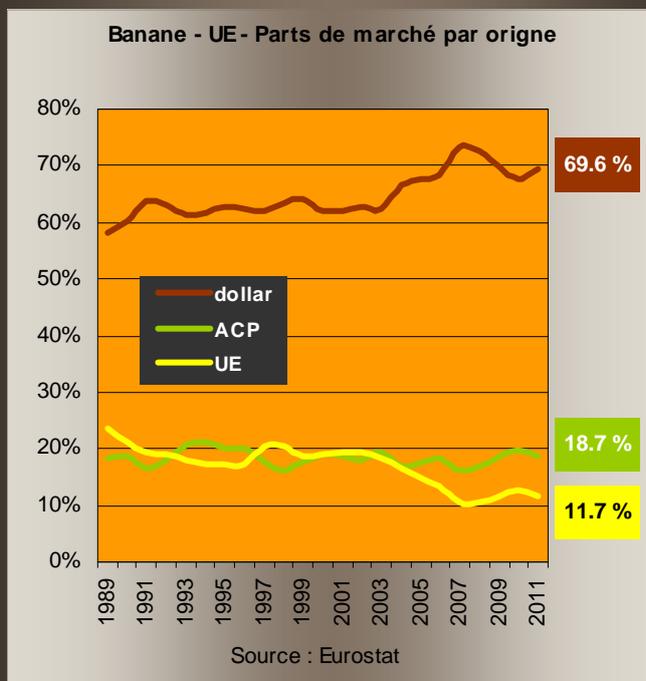
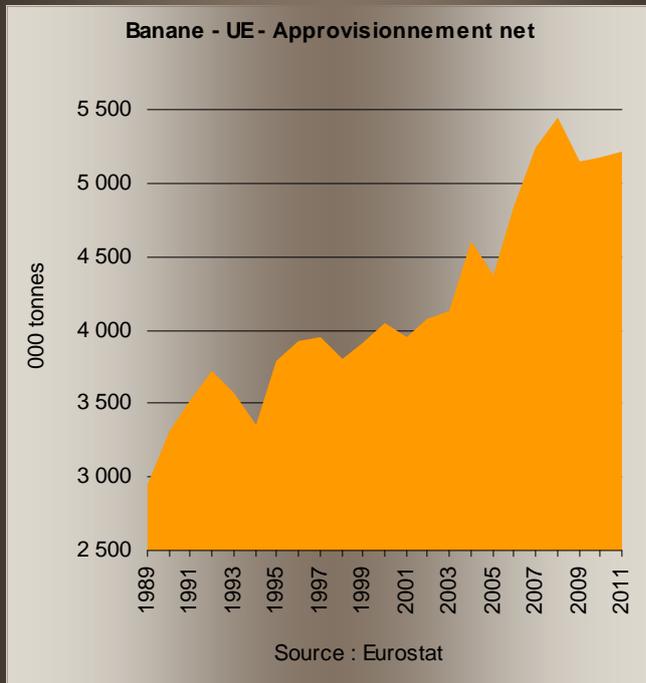


© Denis Loelliet

Et si le marché bananier européen était un marché agricole comme un autre ? Cette interrogation pourrait paraître étrange aux observateurs non avertis. Pourtant, elle n'a rien d'anormal quand on sait que le marché a été des années durant sous l'influence d'une réglementation, certes plus ou moins stricte, mais qui avait pour effet, si ce n'est d'isoler, au moins de tempérer les forces classiques de l'offre et de la demande mondiales. Depuis 2006, nous avons la preuve que le marché est en quelque sorte branché sur la conjoncture mondiale. Et jusqu'à présent, contrairement à ce que beaucoup avaient prédit, ce n'est pas le scénario catastrophe qui prévaut. Cette analyse est tout de même un peu trop marquée par l'optimisme. Car, comme nous l'avons déjà montré dans **Fruitrop** (n°196, janvier 2012), la valeur ajoutée en Europe est amputée par une évolution défavorable des coûts de revient et par une stagnation des prix de marché à tous les stades. Le constat est inquiétant, mais pas encore désespérant. On pourrait donc en conclure que le marché mondial, dans sa grande sagesse, serait assez raisonnable pour éviter des fluctuations de prix démesurées et une volatilité colossale. La quête d'un tel type de marché bananier est bien entendu vaine. L'Organisation commune des marchés de la banane est bien morte et enterrée et rien ne la fera ressusciter, même si ses fossoyeurs apprécient de moins en moins le déroulement actuel des choses.

### Le bananier renaît toujours de ses cendres

Mais si le marché bananier est un véritable marché agricole et s'il est si ouvert que cela, pourquoi la situation n'est-elle toujours pas épouvantable ? C'est parce que dans le monde agricole tout est question de pluie et de beau temps. La démonstration a été faite maintes et maintes fois. Nous

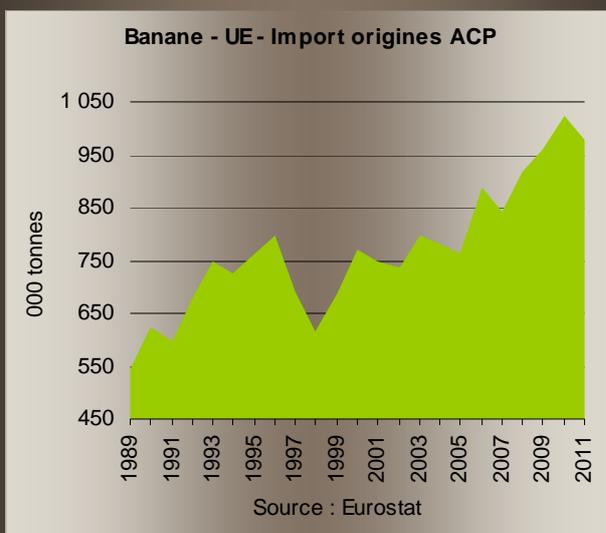
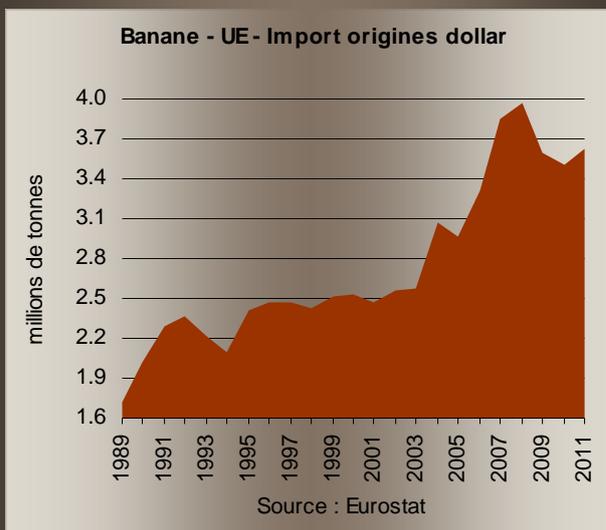
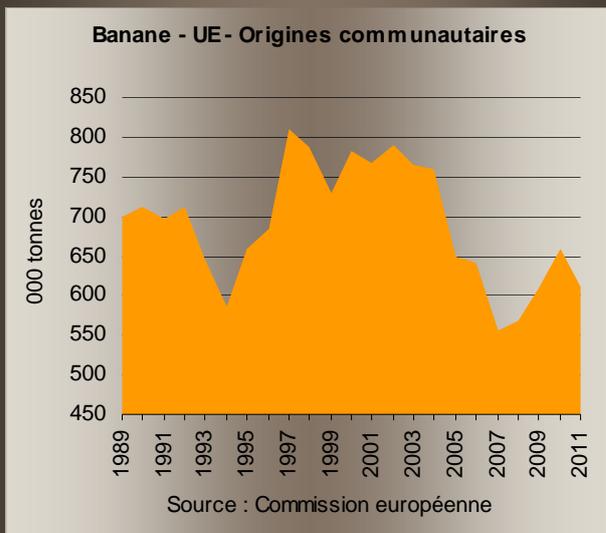


vivons depuis quelques années sous un régime de tempêtes, cyclones, sécheresses, inondations, etc. qui réduit de manière sérieuse les disponibilités mondiales de fruits. La météo en lieu et place de la réglementation ! Même le Directeur Général de l'OMC n'aurait pu inventer grigri plus efficace contre les effets de la déréglementation. Sauf que les aléas climatiques n'ont pas pour seule conséquence de pousser les prix vers le haut. Ils les poussent aussi, à retardement, vers le bas lorsque les capacités de production détruites reviennent à la normale, toutes en même temps. Selon l'ampleur des dégâts, le bananier se remet à produire de quelques semaines à quelques mois après l'aléa. Nous ne sommes pas dans le cas d'une récolte perdue et d'un retour en production l'année suivante comme dans le domaine céréalier par exemple. Le bananier a un cycle qu'on pourrait qualifier de continu. Sauf aléa climatique majeur détruisant la bananeraie, un décalage de production se crée, qui entraîne par la suite, et ceci dans tous les cas, des pics de production. Ces bananes surnuméraires, qui s'ajoutent au rythme normal d'approvisionnement des autres origines, sont alors très difficiles à commercialiser dans de bonnes conditions.

C'est en résumé ce qui est arrivé au marché bananier européen en 2011 et c'est ce qui est en train de se passer depuis le début de l'année. On se rappelle que les capacités de production avaient été très fortement réduites en Amérique latine fin 2010, mais aussi dans les Caraïbes. Alors qu'à l'automne 2010 le prix import était relativement bas et faisait se lamenter tous les opérateurs, en novembre et décembre 2010 il était propulsé au zénith par la réduction de l'offre mondiale. Le niveau de 14 euros le carton était alors dépassé. Pour preuve, les importations de l'UE en décembre 2010 étaient inférieures de 13 % à celles de décembre 2009. Volumes en baisse et prix import en hausse furent la règle au cours des deux mois suivants. La situation s'est franchement dégradée à partir de mai 2011 et ceci jusqu'à la fin de l'année. Le printemps et l'été ont été des périodes de très forte déprime. Les volumes commercialisés,



© Régis Domergue



toutes origines confondues, battaient des records à la hausse, tandis que les prix en vert établissaient des records à la baisse. Le report de production d'une période sur l'autre (plus ou moins six mois) a été un des effets déclencheurs de cette très grave crise. Pour la France par exemple, les volumes manquants d'origine nationale (Guadeloupe et Martinique) sont arrivés sur le marché au pire moment, au printemps et en été, participant au désordre et subissant la mauvaise conjoncture de marché. Pour ces fournisseurs, ce fut la double peine : absents durant toute la période de prix élevés et très ou trop présents durant celle de prix exagérément bas.

Dollar : 1  
Autres fournisseurs : 0

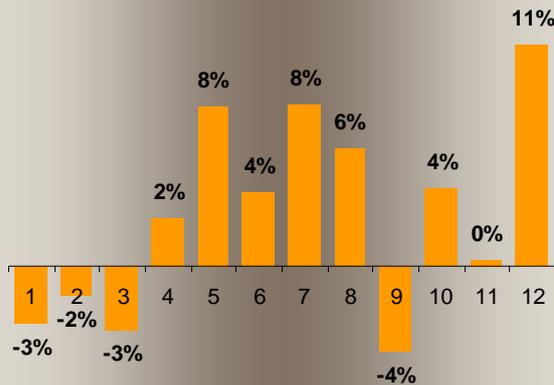
Selon les évaluations du CIRAD, l'approvisionnement net du marché européen est de l'ordre de 5 211 000 tonnes, chiffre identique à celui de 2010 (+ 0.7 %). La consommation annuelle par habitant est stable et se situe entre 10.3 et 10.4 kg. Le groupe des fournisseurs communautaires et celui des origines ACP ont perdu du terrain en 2011 face à la poussée des origines dollar. Ces dernières affichent une progression de 4 % (+ 130 000 t), alors que les ACP refluent de 5 % (- 46 700 t) et la production européenne de 7 % (- 47 700 t). Les parts de marché par type d'origine ont évidemment évolué dans le même sens. Les origines dollar gagnent deux points à presque 70 %, alors que communautaires et ACP rendent 1 point chacune, à respectivement 11.7 et 18.7 %.

Et c'est bien pour les origines communautaires que l'érosion est la plus préoccupante. En effet, les ACP ne font que reculer après une année 2010 record où la barre du million de tonnes avait été franchie. C'est aussi un peu le cas de la production communautaire puisqu'elle avait établi une belle performance en 2010. Mais ce rebond n'est intervenu qu'après une lente déprime débutée en 2004. Avec 612 000 tonnes de production européenne, nous sommes encore loin de la moyenne de la dernière décennie, soit 660 600 tonnes. Et là, pas de jaloux ! Toutes les zones de production sont en repli par rapport à la moyenne décennale : Madère - 11 %, Martinique - 10 %, Canaries - 8 % et Guadeloupe - 5 %. Globalement, le recul est de 7 %. D'une année sur l'autre, les résultats sont bons pour les zones au potentiel le plus restreint : Madère, Grèce et Chypre. La Guadeloupe revient aussi en très grande forme après des années de disette dues à des catastrophes à répétition. Elle repasse au-dessus de 60 000 t avec 61 500 t, niveau qui n'avait plus jamais été atteint depuis 2003. La progression annuelle est de 45 %. Pour les deux leaders, la situation est moins reluisante. Les Canaries baissent de 13 % avec un volume de 346 500 t, loin des presque 400 000 t de 2010 (- 13 %). La Martinique baisse de 9 % pour revenir au niveau de 2009 avec 181 000 t.



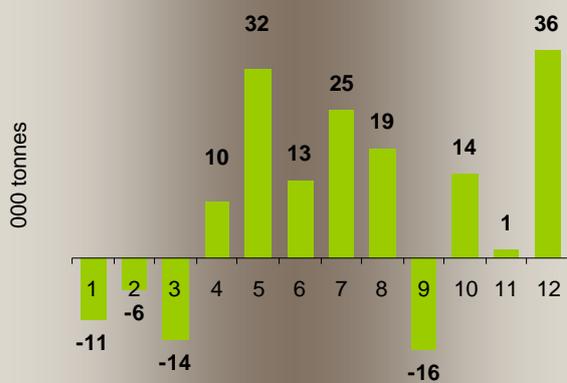
© Régis Domergue

**Banane - UE-27 - Import toutes origines**  
Ecart mensuel 2011/2010



Mois / Sources : CIRAD, Eurostat

**Banane - UE-27 - Import toutes origines**  
Ecart mensuel 2011/2010



Mois / Sources : CIRAD, Eurostat

## ACP : en trompe-l'oeil

Pour revenir aux origines ACP, les résultats globaux sont plutôt flatteurs. Certes le recul est de 5 % en 2011, mais l'année 2010 fut exceptionnelle : + 7 % et la barre du million de tonnes franchie. Mais l'analyse par origine est infiniment plus contrastée. Il y a d'abord et avant tout la star du groupe : la République dominicaine (voir fiche pays dans ce dossier), source qui semble inépuisable. Mis à part la Dominique, petit poucet qui avec 336 t de plus exportées progresse de 9 %, la République dominicaine est la seule origine du groupe ACP en croissance en 2011 (+ 8 %). L'Afrique (Cameroun, Côte d'Ivoire et Ghana) se replie de manière modérée sur ses niveaux moyens. La Côte d'Ivoire réalise en fait une très belle performance, compte tenu des conditions de guerre civile dans lesquelles les opérateurs ont continué de produire et d'exporter. Ce qui démontre une grande résilience du secteur et cela depuis des années. On aurait pu attendre mieux du Ghana qui recule à 47 100 t, après un pic à 52 400 t en 2010. Ce n'est que partie remise puisque les deux opérateurs locaux investissent depuis quelques mois afin d'améliorer leur productivité et d'étendre leurs plantations. Difficile d'avoir un avis tranché sur le cas du Belize et du Surinam qui, bon an mal an, maintiennent leurs positions.

Le vrai malheur vient en fait des petites Antilles. Saint Vincent, Sainte Lucie et la Dominique sont proches du collapsus. Cyclones, cendres et maladies désormais (dont la cercosporiose noire du bananier) ne sont pas loin d'avoir raison d'un secteur bananier déjà miné par une compétitivité calamiteuse. Les nombreux appels d'urgence des gouvernements et des producteurs locaux à la communauté internationale en sont la preuve. Une destinée tragique à la jamaïcaine est maintenant vraisemblable et serait d'autant plus dramatique que ces pays tirent de la banane une grande partie de leurs recettes à l'exportation (43 % en 2000). La casse sociale qui en découle est aussi inquiétante. Selon l'association WINFA (West Indies Farmers' Association), depuis 1992 les trois îles ont déjà perdu 20 000 de leurs 25 000 producteurs de banane.

## L'Equateur préfère l'UE, faute de mieux

On l'a déjà dit, c'est le groupe des fournisseurs dollar qui remporte le plus grand succès en 2011. Alors que communautaires et ACP reculent, les producteurs latino-américains progressent de 4 %, ce qui représente quelque 130 000 tonnes de plus sur le marché. Trois origines majeures sortent du lot : Equateur, Costa Rica et Pérou. L'Equateur, tout d'abord, consolide sa place de premier fournisseur de l'UE-27 en arbitrant ses exportations en sa faveur, aux dépens des Etats-Unis. Appliquant le principe des vases communicants, le premier exportateur mondial a positionné

© Thierry Lescot



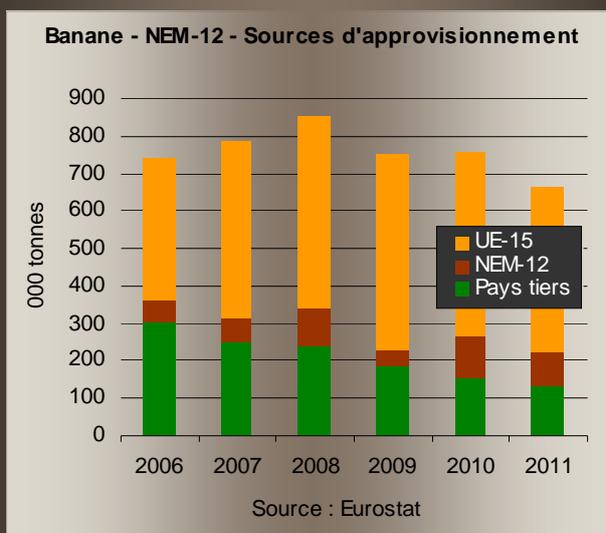
115 000 t de plus en Europe et retiré 101 000 t aux Etats-Unis. Et ce n'est pas par manque de fruits ! L'AEBE, le syndicat équatorien des exportateurs de banane, a annoncé récemment une hausse de 7.2 % des exportations, soit 350 000 tonnes de plus, permettant ainsi de battre un nouveau record absolu à près de 5.3 millions de tonnes (285 millions de cartons). La Russie, l'Europe de l'Est et l'UE bénéficient de cette hausse. Il n'est pas très rassurant de voir que le terrain de chasse équatorien s'étend encore davantage sur l'UE, prouvant une fois encore la grande perméabilité de ce marché aux bananes spot, alors que le marché américain se ferme à de telles offres. Il s'agit d'un indice très inquiétant et précurseur d'une volatilité renforcée du marché européen. C'est aussi un des effets de la politique européenne de dérégulation.

Le Costa Rica, troisième fournisseur de l'UE, a également été plus présent en 2011 avec une croissance de 9 % (+ 68 000 t), mais pour d'autres raisons que l'Equateur. En effet, on assiste là à un simple rattrapage suite à des années très perturbées par les aléas climatiques. Pour le Pérou (65 700 t), c'est plutôt la lune de miel. En 2011, on a assisté au doublement de sa présence dans l'UE et cela en simplement trois ans ! Le taux de croissance annuel 2010-11 s'élève à 27 %, soit 14 000 t de mieux. Avec la République dominicaine et le Ghana, c'est l'origine qui approvisionne le marché bio et/ou commerce équitable (voir article et fiche pays dans ce dossier).

Du côté des perdants, on trouve la Colombie qui a subi de graves intempéries et dont les exportations baissent à la fois vers l'UE (- 3 %) et les Etats-Unis (- 17 %). Le Panama chute aussi, mais on peut désormais parler de baisse structurelle et généralisée, comme pour le Brésil qui peu à peu sort du marché. Le Guatemala, dont la présence est symbolique en Europe, propose 100 % de ses fruits sur les marchés nord-américains.

## Les NEM accros

Les chiffres des réexportations extra-UE et expéditions intra-UE donnent le tournis. Alors que la consommation nette est de 5.2 millions de tonnes, les échanges entre Etats membres s'élèvent à environ 2.2 millions de tonnes. Les douze nouveaux Etats membres (NEM-12) importent chaque année 80 % de leurs besoins via un des membres de l'UE-15. Pologne et République tchèque sont les deux plaques tournantes de ces marchés est-européens et sont approvisionnées à 83 % par la Belgique, l'Allemagne et la France. L'importation directe en provenance des pays tiers (20 % de l'approvisionnement net, soit 135 000 t) passe pour les trois quarts par les ports de Slovénie (Koper) et de Pologne. Le principal changement dans ce schéma très traditionnel d'approvisionnement des NEM est la place de la Roumanie. Dernier pays accédant à l'UE en 2007, la Roumanie a importé jusqu'à 150 000 t de banane provenant de manière quasi exclusive d'Equateur. Le pays dispose d'une façade maritime importante sur la mer Noire et d'un port de commerce, Constantza. Mais





© André Lassoudière

depuis son accession, il a régulièrement réduit ses importations directes, pour ne traiter que 16 000 t en 2011. Même si on dit que les postes douaniers ne sont pas d'une extrême vigilance dans cette partie de l'UE et que, selon la rumeur, des quantités seraient introduites frauduleusement, il n'en reste pas moins que la chute est lourde et traduit bien le mouvement post-adhésion qui a vu tous les NEM dépendre de l'approvisionnement de leurs partenaires ouest-européens.

### Place au nouveau dieu bananier : le GIEC

Le marché bananier est donc bien d'un grand classicisme agricole. Les problèmes climatiques rythment le marché par à-coups, provoquant de grandes

variations de prix d'un mois et même d'une semaine à l'autre. En fin de compte, les exportateurs prient pour détenir des volumes lorsque leurs concurrents en sont privés. Dans le cas contraire, double conséquence : quantités en excès alors que le marché est encombré du fait des retours en production et manque de produit lorsque le marché est dégagé et les prix souvent records. Tout ceci est quelque peu cynique, mais on ne voit pas ce qui pourrait changer la donne. Car ce qui est le plus à redouter, c'est un potentiel de production qui ne serait pas amputé une année par quelque catastrophe ou dérèglement climatique. La vulnérabilité du marché européen serait alors vérifiée au grand désespoir de tous. Longue vie donc au changement climatique ! ■

Denis Loeillet, CIRAD  
denis.loeillet@cirad.fr

Banane — Union européenne — Evaluation de l'approvisionnement — En tonnes

Année	Type ou origine des bananes			Sous-total	Exports	Approvisionnement net
	Communautaires	ACP	Autres (\$)			
1988	719 270	514 061	1 644 100	2 877 431	17 265	2 860 166
1989	698 925	544 441	1 716 175	2 959 541	13 415	2 946 126
1990	710 635	621 875	2 024 248	3 356 758	36 219	3 320 539
1991	695 402	596 416	2 286 019	3 577 837	53 468	3 524 369
1992	711 191	680 191	2 365 883	3 757 265	39 689	3 717 576
1993	646 242	748 120	2 219 721	3 614 083	36 138	3 577 945
1994	584 622	726 927	2 102 303	3 413 852	58 044	3 355 808
1995	658 206	763 886	2 405 180	3 827 272	43 082	3 784 190
1996	684 605	798 109	2 471 263	3 953 977	30 598	3 923 379
1997	810 537	692 731	2 464 412	3 967 680	16 571	3 951 109
1998	786 232	614 459	2 426 419	3 827 110	26 448	3 800 662
1999	729 303	688 170	2 522 455	3 939 928	27 359	3 912 569
2000	782 176	770 095	2 528 170	4 080 441	35 327	4 045 114
2001	767 268	747 131	2 474 665	3 989 064	34 284	3 954 780
2002	790 622	738 439	2 554 508	4 083 569	8 011	4 075 558
2003	765 416	797 269	2 578 827	4 141 512	6 020	4 135 492
2004	758 206	782 979	3 077 361	4 618 546	11 029	4 607 517
2005	648 375	763 974	2 959 463	4 371 812	4 970	4 366 842
2006	641 559	889 176	3 306 538	4 837 273	8 386	4 828 887
2007	554 734	842 959	3 848 266	5 245 959	9 270	5 236 689
2008	567 560	918 923	3 968 269	5 454 752	10 002	5 444 750
2009	608 048	958 326	3 587 737	5 154 111	7 840	5 146 271
2010	659 525	1 023 752	3 500 431	5 183 708	7 437	5 176 271
2011	611 841	977 050	3 630 399	5 219 290	8 314	5 210 976

(1)

(2)

(2)

(3)

(1) De 1988 à 1993 inclus : Eurostat + données Commission européenne pour Madère et la Grèce. A partir de 1994 : données aide compensatoire ou POSEI.

(2) Données Eurostat : toutes importations hors banane communautaire et ACP.

(3) Bananes dédouanées (mises en libre pratique) dans un des États membres de l'UE-27 puis exportées hors UE-27.

**Note générale :** Avant 1994 : bananes dessert + plantains / A partir de 1994 : bananes dessert. Avant 1995 : UE-12 / De 1995 à 2003 : UE-15 / Entre 2004 et 2006 : UE-25 / A partir de 2007 : UE-27. Pour les bananes ACP et dollar et pour les réexportations, l'étude porte sur les données d'importations extra-communautaires. Dans le but d'obtenir des résultats comparables, les règles de fonctionnement de l'OCM banane (version de 1993) ont été appliquées aux données à partir de 1988.

Source : Eurostat, Commission européenne / Traitement : Observatoire des marchés du Cirad

